

COLOMBIE : LES DÉFIS D'UNE PRÉSIDENTENCE INÉDITE

PAR

Christophe VENTURA

Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE DE CONJONCTURE, JUILLET-AOÛT 2022

Note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Avec 50,4% des voix (11,2 millions d'électeurs) contre 47,3 % (10,5 millions) à son adversaire Rodolfo Hernandez (Ligue des gouvernants anticorruption, indépendant de droite), l'ancien maire de Bogota Gustavo Petro est devenu, le 19 juin 2022, le premier président de centre-gauche de l'histoire colombienne¹. Cette victoire s'inscrit dans une dynamique qui voit depuis 2018 se confirmer dans plusieurs pays du sous-continent (Mexique, Argentine, Bolivie, Pérou, Chili notamment) une poussée de la gauche. Processus qui pourrait se poursuivre au Brésil à l'automne 2022. Cette dynamique trouve essentiellement son explication dans la dégradation continue de la situation socio-économique et de la vie démocratique qui caractérise depuis une décennie l'ensemble des pays de la région, qu'aucun gouvernement n'a été en mesure d'enrayer, quelle que soit sa couleur politique. Ainsi, depuis la crise financière internationale de 2008, l'Amérique latine connaît sa pire situation économique et sociale, exacerbée par les effets désastreux de la pandémie de Covid-19 dans cette région la plus touchée du monde avec les États-Unis. **Comme dans d'autres pays latino-américains, c'est sur fond de crise socio-économique et de défiance politique radicalisée, orientée contre un gouvernement sortant sévèrement sanctionné et, au-delà, contre les forces politiques traditionnelles, que s'est dénouée la séquence électorale colombienne** qui a mené la coalition de centre-gauche « Pacte historique »² au pouvoir (élections législatives en mars et présidentielle en juin).

UNE VICTOIRE EN CONTEXTE DE CRISE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET POLITIQUE AIGUË

Sur le plan socio-économique, la troisième puissance latino-américaine est confrontée à une détérioration constante de sa situation depuis plusieurs années. Ainsi, la pauvreté y touche désormais 38 % de la population³ - près de 13 % de cette dernière vivant en situation de pauvreté extrême -. Pour leur part, les inégalités sociales - le pays est le plus inégalitaire d'Amérique du Sud avec le Brésil et le Chili - s'approfondissent sans discontinuer depuis 2014 tandis que plus du quart de la population est confronté à des problèmes d'insécurité

¹ Ce scrutin présidentiel a mobilisé la plus forte participation électorale depuis 50 ans. Plus de 58 % des Colombiens(ne)s - 22,6 millions de personnes - ont ainsi voté au second tour, contre 21,5 au premier, le 29 mai 2022 (près de 55 %). Cette augmentation sensible de la participation entre les deux tours (due notamment à une mobilisation accrue des jeunes, des femmes et des populations afrodescendantes) a bénéficié à Gustavo Petro qui a engrangé 2,7 millions de voix supplémentaires. Plusieurs phénomènes combinés expliquent cette performance : report d'une partie des votes du centre-droit vers lui, ainsi que des clientèles locales de la politique colombienne, apport des nouveaux électeurs. Le « Petrisme » a dominé l'ensemble des grandes villes colombiennes, ainsi que la Colombie des frontières et des zones caribéenne et pacifique tandis que l'intérieur du pays, plus rural, s'est porté vers Rodolfo Hernandez. Malgré sa défaite, ce dernier a obtenu plus de voix que le président sortant Ivan Duque lorsqu'il avait été élu en 2018. Si Gustavo Petro devient le président le mieux élu de l'histoire du pays, Rodolfo Hernandez devient, lui, le candidat battu ayant obtenu le plus de voix dans l'histoire nationale. Il siège désormais au sein du Sénat du pays.

² Coalition politique composée notamment du parti de Gustavo Petro, « Columbia Humana », du « Polo Democrático Alternativo », de l' « Unión Patriótica-Partido Comunista », du « Movimiento Alternativo Indígena y Social (MAIS) », du « Partido del Trabajo de Colombia », de l' « Unidad Democrática y Todos Somos Colombia », ainsi que de secteurs du « Partido Liberal » et de l' « Alianza Verde » ou du parti issu des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) « Comunes ».

³ Le taux le plus haut d'Amérique du sud selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal). Dans *Repercusiones en América Latina y el Caribe de la guerra en Ucrania: ¿cómo enfrentar esta nueva crisis ?*, Cepal, juin 2022, (<https://www.cepal.org/es/publicaciones/47912-repercusiones-america-latina-caribe-la-guerra-ucrania-como-enfrentar-esta-nueva>).

alimentaire chroniques⁴. Ces phénomènes sont désormais attisés par les premiers effets de la guerre en Ukraine engagée par la Russie le 24 février 2022. En effet, la Colombie fait ainsi partie des pays d'Amérique latine les plus vulnérables face, notamment, aux poussées inflationnistes et au resserrement de la politique monétaire des États-Unis (renchérissement des conditions financières internationales, sorties nettes de capitaux et dépréciation de la monnaie locale) induits par le conflit. Et ce, tandis qu'environ 45 % des travailleurs y dépendent du secteur informel et que le chômage y affecte 13,4 % de la population active (17,3 % pour les femmes)⁵.

Dans ce contexte, la Colombie a connu deux puissantes vagues de contestation sociale contre la vie chère et les inégalités (2019 et 2021) réprimées par le gouvernement sortant de Ivan Duque (droite « uribiste », du nom de l'ancien président Alvaro Uribe -2002-2010-). Ce dernier a terminé son mandat sur un record d'impopularité (près de 80 %) et le candidat du camp « uribiste » Federico Gutierrez a été éliminé dès le premier tour de l'élection présidentielle, apportant son soutien à Rodolfo Hernandez au second. Ces dynamiques protestataires et nombres de leurs acteurs ont contribué à la victoire de Gustavo Petro.

ALLIANCES POLITIQUES ET PREMIÈRES ORIENTATIONS

L'élection de Gustavo Petro inaugure un nouveau moment politique en Colombie. Elle a canalisé un faisceau d'aspirations qui ont mûri ces dernières années dans une partie de la société colombienne, notamment au sein de la jeunesse urbaine, de la population féminine et des mouvements sociaux revendicatifs : paix, justice sociale, égalité citoyenne et promotion des droits des minorités, rejet de la classe dirigeante, exigence d'un renouvellement des pratiques politiques, modernisation et assainissement de la vie démocratique. Cependant, **cette victoire historique ne saurait obérer la persistance d'une forte polarisation politique qui oppose cette partie de la Colombie (urbaine, des frontières et des côtes) à celle, plus conservatrice et de l'intérieur, qui a rallié la candidature de l'excentrique millionnaire et ancien maire de la ville de Bucaramanga (département de Santander) Rodolfo Hernandez lors du second tour de l'élection présidentielle.**

Au pouvoir (à partir du 7 août 2022 pour un mandat de quatre ans jusqu'en 2026), Gustavo Petro devra composer avec cette réalité politique et faire face à l'opposition frontale du « Centro democratico », parti de la droite « uribiste » éliminé du pouvoir après avoir dominé la

⁴ Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 7,3 millions de personnes souffrent de problèmes de faim en Colombie (parmi lesquelles plus d'un million de migrants vénézuéliens présents sur le territoire) et cette dernière fait partie des vingt pays - le seul d'Amérique du Sud - les plus exposés à ce problème dans le monde en 2022.

⁵ « Coyuntura Laboral en América Latina y el Caribe. Los salarios reales durante la pandemia: evolución y desafíos », Cepal/OIT, juin 2022, (<https://www.cepal.org/es/publicaciones/47926-coyuntura-laboral-america-latina-caribe-salarios-reales-durante-la-pandemia>).

vie politique colombienne depuis les années 2000. Il devra également composer avec les forces armées du pays qui lui ont toujours été hostiles - y compris durant la campagne présidentielle - du fait de sa trajectoire personnelle (ancien guérillero du M-19 dans les années 1980), de ses positions en faveur de la paix et de la négociation avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) et l'Armée de libération nationale (ELN) qui induisent notamment une pleine soumission des militaires au processus de justice transitionnelle, ainsi que de celles concernant son approche en matière de lutte contre le narcotrafic et de sécurité publique puisque sur **la question des stupéfiants, Gustavo Petro souhaite en finir avec la criminalisation des cultivateurs de coca**. Il mise sur le développement des zones rurales, ainsi que sur la mise en place de programmes assurant aux paysans des revenus stables et dignes qui les libèrent progressivement de la dépendance au commerce de la feuille de coca, plutôt que sur la politique de militarisation de ces zones et de destruction des champs de culture par épandage au glyphosate et autres exfoliants nocifs pour la santé des populations et l'environnement, politique soutenue par les États-Unis. **Et invite à traiter la question de la consommation des drogues comme un sujet de santé publique**. Cette nouvelle direction politique signifie la réorientation des aides de la coopération internationale vers ces objectifs. Enfin, le nouveau président promet de s'attaquer aux porosités de la criminalité organisée liée au narcotrafic (cartels et paramilitaires notamment) avec l'appareil d'État. **Parallèlement, il souhaite ouvrir un espace de négociation judiciaire avec les groupes criminels, quels qu'ils soient**. Dans ce processus délicat et incertain, il s'agirait d'offrir à ces derniers une forme de justice transitionnelle (avec des peines spécifiques et adaptées) contre un arrêt de la violence, de leurs activités, une réquisition des biens et des ressources financières issus des activités illégales pour financer les politiques publiques de réparation aux victimes. Sur la question de la sécurité publique, Gustavo Petro prône la sortie du concept d'« *ennemi de l'intérieur* » et propose de dissocier les forces de police du pouvoir militaire. Dans cette perspective, il promet de dissoudre l'Escadron mobile anti-émeute (Esmad), responsable de la répression des mouvements sociaux ces dernières années.

Ainsi, **le nouveau président souhaite la pleine mise en œuvre des accords de paix signés en 2016 avec les Farc, en souffrance depuis l'élection d'Ivan Duque**. Il s'agira notamment de garantir le financement des programmes de réinsertion productive des anciens combattants, d'engager une réforme agraire et d'investir dans le développement des zones rurales (imposition des terres improductives, rachat par l'État de terres non rentables pour les affecter à des projets productifs pour les paysans sans terres, mise en place d'une instance judiciaire chargée de régler les conflits de propriété foncière et d'un système de garantie du droit à l'alimentation pour la population rurale). Il s'agira aussi de permettre le plein déploiement du travail de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) en matière de justice transitionnelle. Gustavo Petro souhaite également rouvrir une négociation avec l'ELN après la rupture de 2019, avec le soutien des pays qui étaient engagés dans le processus depuis 2016 (Brésil, Chili, Cuba, Équateur, Venezuela et Norvège). Dans cette perspective, il a proposé (5 juillet 2022) un cessez-le-feu avec la guérilla pour permettre l'amorce de ce processus. Cette

initiative a reçu un écho positif de la part du dirigeant de l'ELN, Eliécer Erlinto Chamorro, qui a exprimé son accord pour « *repandre les discussions pour atteindre la paix* ». Dans le même temps, Gustavo Petro a relancé son appel à une négociation avec « *tous les groupes armés* » du pays, incluant ici les groupes paramilitaires.

Ces objectifs et processus fondent le socle du « grand accord national » que souhaite impulser et faire vivre le nouveau président. Il s'agit pour lui de mobiliser un maximum de partis politiques, au-delà de son propre camp (notamment les partisans de l'ancien président Juan Manuel Santos - 2010-2016 -, co-initiateur avec les Farc de l'Accord de paix, et des secteurs du Parti libéral et du Parti conservateur), autour de ce projet présenté comme le seul permettant la construction en Colombie d'une paix durable. **Gustavo Petro affirme que la stabilisation politique du pays est le passage obligé et préalable pour lui offrir de nouvelles perspectives de relance, de développement et de transformations économiques.** Avec cette stratégie, le nouveau président souhaite montrer sa sensibilité aux intérêts des secteurs économiques nationaux et envoyer un message aux marchés et aux investisseurs internationaux. **C'est au travers de l'engagement à co-construire cet « accord » dans la durée que Gustavo Petro, qui ne dispose pas de majorité automatique au Congrès (Sénat et Chambre des représentants) avec sa seule coalition, a pu s'en assurer une,** notamment grâce à l'appui d'élus du Parti libéral, du Parti de la U (proche de Juan Manuel Santos), de l'Alliance verte et de partis indépendants. Grâce à ces alliances et ce partage du pouvoir avec des partis plus centristes que son camp d'origine, ce dernier sera en mesure d'engager certaines réformes qu'il souhaite mettre en place. Ce mouvement lui permet également d'isoler la droite « uribiste » dans l'opposition et d'aborder l'entame de son mandat en position de force face aux militaires. Dans cette perspective, la nomination de l'ancien procureur anticorruption de Medellín, Ivan Velásquez, à la tête du ministère de la Défense envoie un message fort. Ce dernier, dont toute la carrière a été liée à la lutte contre la « parapolitique » (les liens d'intérêts et de corruption entre la classe politique, l'appareil d'État, les paramilitaires, les militaires et la criminalité organisée), est en effet un adversaire public de l'« uribisme ». Ce choix indique une stratégie offensive du nouveau président en direction des forces militaires sur lesquelles il souhaite marquer son autorité et qu'il met sous surveillance. Il signifie également le maintien d'un rapport de force avec les secteurs de l'« uribisme » présents dans les territoires, les institutions et l'appareil d'État.

D'une manière générale, la composition du nouveau gouvernement colombien reflète le mouvement de construction d'alliances engagé par le nouveau locataire de la Casa de Nariño. Plusieurs ministres clés de ce dernier ont déjà participé à ceux d'anciens présidents colombiens comme Alejandro Gaviria à l'éducation (ancien ministre du président Santos), José Antonio Ocampo du Parti libéral à l'économie (ancien ministre du président Ernesto Samper) ou Cecilia López Montaña du Parti libéral à l'agriculture (ancienne ministre d'Alvaro Uribe). De même, le nouveau président du Sénat, Roy Barreras (qui le fut déjà en 2012), est l'un des principaux dirigeants historiques du Parti de la U. Cet espace de pouvoir politique accordé

à des secteurs du centre et du centre-droit au sein du gouvernement et du Congrès provoque des crispations au sein des secteurs plus à gauche du « Petrisme ». Ces derniers considèrent que le centre de gravité de ce gouvernement penche trop au centre-droit et que la classe politique traditionnelle, contre laquelle a été partiellement élu Gustavo Petro, y dispose d'une influence trop grande.

LE DÉFI FISCAL, L'ÉCONOMIE ET LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Obtenir une nette majorité politique au Congrès grâce à l'« accord national » et l'engagement public des forces politiques qui y sont impliquées d'accompagner et de réaliser ses principales orientations permet à Gustavo Petro d'impulser les axes prioritaires de son programme dans une position qu'il espère avantageuse face à ses adversaires politiques, dans et hors du Congrès, ainsi que dans les secteurs économiques et financiers, les médias et l'appareil d'État, notamment sécuritaire. La question économique est au cœur du programme présidentiel. Dans un premier temps, **le nouveau chef de l'État souhaite mettre en place, de manière prioritaire, une réforme fiscale qui doit permettre le financement de ses politiques de redistribution sociale** (retraite, santé, éducation, logement), **de lutte contre la pauvreté et les inégalités, des programmes contenus dans l'« accord national »** (notamment en matière de lutte contre les drogues et le narcotrafic, ainsi que de réforme agraire). À plus long terme, cette dynamique doit directement accompagner la transformation progressive de l'ensemble du système économique colombien, aujourd'hui essentiellement basé sur la rente liée à l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles, minières, agricoles et énergétiques (pétrole et gaz). **Gustavo Petro souhaite organiser la mutation de l'économie nationale « extractiviste » vers un modèle décarboné et durable**, tourné vers la satisfaction des besoins de la population, l'agriculture vivrière durable, l'innovation technologique et la connaissance au service de la transition énergétique, climatique et environnementale. Il s'agit, selon ses termes, de transformer la Colombie en « *puissance mondiale de la vie* ». Dans cette optique, le nouveau président a annoncé l'arrêt des techniques de fracturation hydraulique (« fracking ») utilisées dans le cadre de l'exploration des ressources de schiste. De même, le gouvernement engagera la révision de l'ensemble des contrats de concession d'exploration pétrolière existant dans le pays.

Dans ces conditions, la réforme fiscale prévue par le nouveau gouvernement doit entrer en vigueur au plus vite et générer plus de 11 milliards de dollars (5,5 du PIB) de nouvelles ressources pour l'État, obtenues grâce à la lutte contre l'évasion fiscale, les niches fiscales indues (notamment sur les dividendes des actionnaires), l'augmentation des droits de douane sur plusieurs produits d'importation et la refonte du système de sorte à y introduire un impôt progressif sur le revenu et le patrimoine permettant d'augmenter la contribution fiscale des

catégories les plus riches du pays - « les 4000 plus grandes fortunes de Colombie » - , largement exemptées jusqu'à présent⁶.

L'orientation en faveur d'un changement du modèle économique colombien vers la transition énergétique et écologique constitue également l'une des pierres angulaires de la politique étrangère que souhaite impulser le nouveau président. Ce dernier désire positionner cet engagement au cœur de la politique régionale latino-américaine, au sein de toutes ses enceintes, et entraîner ses partenaires dans cette direction. Pour autant, ces derniers sont divisés sur le sujet. **Le Brésil, le Mexique ou le Venezuela comptent par exemple sur leurs secteurs agricole, minier et énergétique pour faire face à la crise économique nationale et mondiale désormais exacerbée par les effets internationaux de la guerre en Ukraine.**

Ce sujet sera également au cœur des nouvelles relations que souhaite engager Gustavo Petro avec les États-Unis. La Colombie est le principal allié diplomatique et militaire de Washington dans la région (et à ce titre le seul pays à y disposer du statut de « partenaire global » de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord - Otan -). Sans envisager de rupture avec Washington, le nouveau président colombien - qui s'est exprimé en faveur d'une position de neutralité dans le conflit opposant la Russie et l'Ukraine - souhaite affirmer un positionnement plus souverain et engager l'administration démocrate sur le chemin d'un dialogue incluant transition énergétique, lutte contre le changement climatique, lutte contre les drogues et le narcotrafic (incluant une possible révision des modalités d'application de l'accord d'extradition des citoyens colombiens vers les États-Unis signé en 1979 entre les deux pays), mise en place de l'accord de paix de 2016 (« *sujets qui ont à voir avec notre sécurité commune et avec la démocratie en général* » selon Gustavo Petro⁷). Dans cette perspective, ce dernier souhaite par exemple revoir les termes de l'accord de libre-échange qui lie les deux pays et voir réorienter les programmes massifs de coopération financière et sécuritaire de Washington dans le pays vers les nouveaux projets gouvernementaux (accord de paix, réforme agraire, aide au développement agricole, fin des épandages, programmes de santé publique en matière de lutte contre la consommation des drogues, etc.).

La question du Venezuela constituera également un sujet au cœur de la relation avec Washington. Gustavo Petro souhaite la normalisation des relations avec Caracas et s'est entretenu avec Nicolas Maduro peu après son élection du 19 juin. Les deux dirigeants ont d'ores et déjà annoncé la reprise des relations diplomatiques entre leurs pays respectifs, ainsi que la réouverture et le contrôle de leur vaste frontière commune (poreuse à tous les trafics, aux déplacements des guérillas, des paramilitaires et des groupes criminels) pour y permettre le plein rétablissement des échanges et de la mobilité humaine, notamment celle des migrants vénézuéliens installés en Colombie.

⁶ Pour justifier cette réforme, Gustavo Petro n'a eu de cesse de rappeler durant sa campagne qu'en Colombie, membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la part des recettes fiscales ne représente que 18,7 % du PIB tandis qu'elle est de 33,5 % en moyenne pour l'ensemble des autres pays membres.

⁷ Agence de presse EFE, 22 juillet 2022.

Dans ce dossier sensible et indissociable de la pleine réalisation des objectifs de l'accord de paix en Colombie, la direction consistant à soutenir et faciliter le dialogue entre le gouvernement vénézuélien et ses oppositions en vue de l'organisation d'élections pourrait constituer un terrain d'entente entre Washington et Bogota. **Pour Washington, le positionnement du nouveau gouvernement colombien vis-à-vis de la Chine constitue enfin un autre foyer d'attention.** En effet, son « rival systémique » accroît son poids en Colombie. La Chine est le deuxième partenaire commercial du pays derrière les États-Unis et le premier de la Communauté andine des nations (CAN) composée, outre la Colombie, de la Bolivie, de l'Équateur et du Pérou. Symbole de la présence chinoise en Colombie, le futur métro de Bogota est en cours de construction par les entreprises *Xi'an Metro Company Limited* et *China Harbour Engineering Company Limited*.

Durant sa campagne, Gustavo Petro a plusieurs fois évoqué son souhait d'approfondir les relations du pays avec la seconde puissance mondiale, pour les besoins de la Colombie en matière commerciale, de développement agricole et rural, de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique. Pour Washington, il s'agira d'éviter que la Colombie ne soit tentée d'intégrer les « nouvelles routes de la soie » promue par Pékin.

MARGES DE MANŒUVRE RÉDUITES

Le nouveau gouvernement colombien est d'ores et déjà confronté à un nouveau défi pour réaliser, à peine entré en fonction, l'ensemble de ses projets et donner vie à ses orientations en matière de politique intérieure, économique et étrangère. **Le contexte dans lequel Gustavo Petro et ses alliés ont conquis le pouvoir politique et construit des alliances élargies pour mettre en place le programme sur lequel ils ont été élus est déjà modifié.** En effet, la situation internationale et le contexte économique sont assombrés par les conséquences du conflit en Ukraine, désormais inscrit dans la durée, et des sanctions imposées à la Russie par les États-Unis et l'Union européenne. Désormais, à la crise énergétique et alimentaire mondiale s'ajoutent celle de l'endettement des États, l'inflation généralisée, l'appréciation du dollar (en Colombie, le peso a déjà perdu 15 % de sa valeur face à la monnaie américaine⁸) et le risque d'une récession globale.

Dans ces conditions, l'ambition des transformations structurelles souhaitées par le nouveau président colombien sera entravée par ce nouveau contexte dépressif où se signale une réduction des engagements des États dans le monde en faveur du changement climatique au profit d'une relance de la production et de la consommation mondiale des énergies et des combustibles fossiles. Face à la dégradation de tous les indicateurs économiques et

⁸ Fin juillet 2022.

financiers internationaux, le nouveau gouvernement disposera de marges de manœuvre plus réduites pour financer ses divers programmes immédiats, sur fond de crise sociale non résorbée qui risque de s'aiguiser dans les mois à venir. C'est dans ce contexte général que Gustavo Petro devra maintenir la cohésion et la fidélité de ses alliés (à gauche et au centre-droit) pour gouverner et faire face à l'opposition de la droite « uribiste »... comme à celle de tous les groupes d'intérêts qui lui sont hostiles au sein de l'appareil d'État, des forces armées et du crime organisé. Pour gouverner, il devra compter avec l'appui actif des bases sociales et militantes qui l'ont mené au pouvoir. ■

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



www.iris-france.org

Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut_iris
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31